



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2195>

Chronique

# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1006 - janvier 2001 -

Date de mise en ligne : mardi 13 janvier 2009

Date de parution : janvier 2001

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

## Payeurs, les pollueurs ?

" Selon le Conseil économique et social, la "catastrophe" de l'Erika « coûtera cher à la collectivité » car « l'État va être obligé d'emprunter et de rembourser quelque 400 millions de francs chaque année pendant dix ans. »

" à la suite de la décision du gouvernement de supprimer les farines carnées dans l'alimentation animale, un décret paru au Journal officiel du 2 décembre fixe le montant des indemnisations destinées aux producteurs de graisses et farines animales. Ces indemnisations vont de 1.600 francs à 2.600 francs la tonne suivant les quantités qui étaient produites.

Non seulement ils nous empoisonnent, mais en plus il faut les payer pour qu'ils arrêtent !

" Les gros éleveurs de la FNSEA, qui pratiquaient (ou pratiquent encore) l'élevage en batterie de veaux livrés en même temps que la nourriture qui va avec, est-on bien sûr que nombre d'entre eux n'ont pas continué à donner des farines carnées à leurs animaux bien après leur interdiction... histoire d'épuiser leurs stocks ? [1] â€” Aucune importance, le contribuable paiera ! Cela lui coûtera plus de 3 milliards de francs pris sur le budget 2001. Mais, ça n'est pas assez pour la FNSEA qui promet la "guerilla" au ministre de l'agriculture si elle n'obtient pas des avances de trésorerie, un financement public français et européen pour l'abattage des bovins invendus et des aides pour compenser les pertes de revenus liés à la baisse des cours.

Mais ne vous y trompez pas : la FNSEA reste toujours fortement attachée à l'économie libérale ... et notamment à la baisse des impôts, bien sûr !

## L'emploi avant tout

« Le chômage continue de baisser à bon rythme... Il a reculé de 2,4 % en octobre et de presque 17% en un an... L'économie française ... est devenue une formidable machine à créer des emplois : 565.000 cette année (dont 90% dans le privé) et 1,5 million ces trois dernières années... La baisse du chômage doit rester l'objectif premier de la politique économique du gouvernement. La meilleure façon de l'atteindre est de tout faire pour maintenir la croissance au plus haut... » [2]. Il y a tout juste un an, dans un éditorial intitulé "Tout va bien, mais..." [3], je montrais que la réalité n'était pas aussi rose (!) que semblaient l'indiquer les statistiques du ministère du travail. L'INSEE vient de montrer [4] que, malgré la croissance et la baisse du chômage, le nombre de travailleurs pauvres continue à augmenter. Cette enquête révèle que 6% de la population active est pauvre (le seuil de pauvreté étant évalué officiellement à 3.500 francs par mois). Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces travailleurs pauvres ne se trouvent pas uniquement parmi des stagiaires ou parmi des chômeurs alternant périodes d'activité et de chômage en cours d'année. Ils peuvent être salariés toute l'année avec un contrat à durée indéterminée, à temps plein ou à temps partiel, ou encore être travailleurs indépendants. Plus de la moitié d'entre eux travaillent dans le même établissement depuis plus de 5 ans. L'INSEE donne le nombre de ces travailleurs pauvres que l'on trouve dans ces diverses catégories. Si l'on compte les adultes (avec ou sans travail) qui vivent avec eux on arrive à un total de plus de 2 millions de personnes qui sont dans la pauvreté. à ce nombre, il faut ajouter 830.000 enfants. Rappelons qu'il ne s'agit là que de personnes en activité. Et il ne faut pas oublier les 550.000 chômeurs indemnisés qui sont tout aussi pauvres. Et il ne faut pas compter sur les start-up pour améliorer leur situation. Pas plus que sur les propositions "anglo-saxonnes" du Conseil d'analyse économique de Lionel Jospin [5].

### Suppressions d'emplois

Les États-Unis donnent le signal :

" A Detroit, on rejoue "Roger et moi" : le nouveau président de General Motors, numéro un mondial de l'automobile, a annoncé le 12 décembre un important plan de restructuration et la suppression de 15.000 emplois, malgré un bénéfice net de 5,7 milliards de dollars en 1999 [6].

" En raison de mauvais résultats, le groupe informatique français Bull va supprimer 1.800 emplois, soit 10%, de son effectif. Le plan de restructuration de 1999 avait déjà entraîné 1.760 suppressions d'emplois [7].

" La fusion entre les deux banques américaines Chase/JP Mogan devrait entraîner 5.000 suppressions d'emplois, soit 2.000 de plus que prévu [8].

" Le fabricant de tabac franco-espagnol Altadis (issu de la fusion SEITA-Tabacalera) va fermer 6 usines et supprimer 2.150 emplois en Espagne [9].

" En Chine, selon la Banque de développement asiatique, malgré un PIB en croissance de 8%, la restructuration des entreprises d'État va entraîner la mise au chômage de 90 millions de personnes.

" Whirlpool, le numéro Un mondial de l'électroménager, vient d'annoncer un plan de restructuration qui comporte la suppression de 6.300 personnes, soit 10% de ses effectifs [10].

" Le groupe Gillette va supprimer 2.700 emplois, soit 8% de ses effectifs, et fermer 8 usines et 13 centres de distribution [11].

---

[1] L'interdiction de nourrir les bovins avec des farines carnées date de 1990. Or, des bovins nés après 1993 sont atteints d'ESB... Il y a eu des importations frauduleuses de farines animales, entre 1993 et 1996, alors qu'on en connaissait la nocivité. Comme il est très improbable que les bovins se soient servis eux-mêmes, il faut bien admettre qu'il y a eu des éleveurs pour leur donner ces farines ! Ce sont sans doute ceux qui crient le plus fort.

[2] Le Monde , 2 décembre 2 000, éditorial.

[3] GR-ED, N° 994, décembre 1999.

[4] Économie et statistiques, n° 335, décembre 2 000.

[5] Voir, par exemple, Le Monde du 6 décembre 2 000.

[6] Le Monde, 14 décembre 2 000.

[7] Le Monde, 2 décembre 2 000.

[8] Wall Street Journal, 30 novembre 2 000.

[9] Les Échos, 4 décembre 2 000.

[10] Le Monde , 15 décembre 2 000.

[11] Le Monde, 20 décembre 2 000.